

Formulaire « détermination du revenu disponible » (doc 1)

Pièces nécessaires à la complétude du dossier de demande de revenu de solidarité active

Nom : prénom :

Dernier exercice comptable : du au

Numéro MSA :

Compte	Excédent brut d'exploitation (total produits - total charges)	
763	Produits financiers à court terme	+
164	Annuités d'emprunts à LMT pour le capital	+
661	Annuités d'emprunts à LMT pour les intérêts	-
6617	Frais financiers des dettes à court terme	-
6615	Rémunération des comptes courants d'associés	-
	Montant total base de calcul	+
	Précisez votre part dans la société	-
	Déterminez la base de calcul	-
	Rémunération de votre travail	(+)
	Cotisations sociales NSA personnelles si pas déduites dans les charges de personnel de la société (donc dans l'EBE)	(-)
	Revenus des fermages et mise à disposition du foncier et/ou des bâtiments	(+)
	Annuités des emprunts professionnels contractés par le demandeur	(-)
	Impôts fonciers et primes d'assurances à la charge du demandeur afférents au foncier et aux bâtiments d'exploitation loués ou mis à disposition de la société (si pas pris en charge par convention par la société)	(-)
	Rémunération de votre compte courant	(+)
	Revenu disponible	+

(pour la société)
(pour la société)
(pour la société)
(pour la société)

Part du demandeur
Part du demandeur
Part du demandeur. Cette somme est donc comptabilisée dans les revenus fonciers du demandeur
Ces sommes peuvent être déduites du revenu foncier déclaré par le demandeur

Part du demandeur. Cette somme est donc comptabilisée dans les revenus de capitaux immobiliers du demandeur

Déclaration sur l'honneur : Je certifie sur l'honneur que les renseignements fournis dans cette déclaration sont exacts. Je prends connaissance que cette déclaration peut faire l'objet d'un contrôle du Président du Conseil général, des organismes chargés du service du RSA et du service des impôts ; qu'à la demande du Conseil Général ou de la MSA, je devrai justifier de l'intégralité de ma situation. Je prends connaissance que si je bénéficie du RSA je peux être tenu, ainsi que mon conjoint, concubin ou partenaire de pacs, d'engager toute action en vue d'une meilleure insertion sociale ou professionnelle.

Fait à : Le : Signature du demandeur : Signature et cachet du cabinet comptable

République
Française



Direction générale
des services

Formulaire « descriptif de l'exploitation » (doc 2)

Pièces nécessaires à la complétude du dossier de demande de revenu de solidarité active

Nom :

Prénom :

Numéro MSA :

Date de naissance :

Année d'installation :

Situation familiale :

Dotation jeune agriculteur : oui non

Montant :

Autres personnes travaillant sur l'exploitation

Conjoint

Salarié

Aide familial

Autre (à préciser)

↳ Situation professionnelle :

Le foncier

Surface agricole utile totale :

dont propriété (faire valoir direct)

fermage

La commercialisation

Cave coopérative

Cave particulière

Caveau de vente

Autre (à préciser) :

La production

Production végétale	Superficie	Quantité produite en hl, en tonne	Montant des ventes
Vigne			
Verger			
Maraîchage			

Production animale	Nombre de bêtes	Nombre d'animaux vendus ou quantité produite (lait, fromage...)	Montant des ventes
Bovin lait			
Bovin viande			
Ovin, caprin			

Autre activité	
Nature	Montant des encaissements
Paysagiste	
Centre équestre	
Autre (à préciser)	

Signature de l'intéressé :

République
Française



Direction générale
des services

Fiche descriptive des emprunts en cours (doc 3)

Pièces nécessaires à la complétude du dossier de demande de revenu de solidarité active

Nom :

Prénom :

Numéro MSA :

Evolution des prêts professionnels Long et moyen terme

Objet (foncier, plantation, tracteur, matériel..)	Date de l'emprunt	Montant initial de l'emprunt	Capital restant dû à la date de la demande de RSA	Annuité 2015	Annuité 2016	Annuité 2017	Annuité 2018

Signature de l'intéressé :

République
Française



Direction générale
des services

Formulaire « compte de résultat » (doc 4)

Pièces nécessaires à la complétude du dossier de demande de revenu de solidarité active

Nom :

Prénom :

Numéro MSA :

CHARGES		PRODUITS	
Engrais et amendements		Vente de produits végétaux	
Semences et plants		Vente de produits animaux	
Produits phytosanitaires		Vente de produits transformés	
Aliments du bétail		Vente d'animaux	
Combustibles		Autres ventes	
Fournitures diverses		Aides PAC, DPU	
Achats d'animaux		Autres subventions	
Frais d'élevage (vété, GDS, insémination, contrôle laitier)			
		Variation de stocks animaux	
Travaux et services par tiers		Variation de stocks végétaux	
Frais d'irrigation		Autres produits	
Carburants et lubrifiants		Remboursement forfaitaire	
EDF - eau - téléphone			
Fermage et location			
Entretien et réparations			
Primes d'assurances			
Autres frais (compta, honoraires) impôts et taxes			
Publicité, promotion			
Salaires et charges			
MSA cotisation exploitant			
Taxes parafiscales			
TOTAL CHARGES =		TOTAL PRODUITS = (= chiffre d'affaire)	

E.B.E. (total produits - total charges) =

Annuités (à reprendre dans le tableau des emprunts professionnels) =

Revenu disponible = E.B.E. - annuités =

Ratio d'endettement = annuités / chiffre d'affaire =

Signature de l'intéressé

République
Française



Direction générale
des services

Pôle développement durable
Service d'ouverture et de fermeture de droits RSA
Hôtel du département
1000 rue d'Alco
34087 Montpellier CEDEX 4
Dossier suivi par :-
Référence : MS/SOFD
Téléphone : 04.67.67.69.99
Télécopie : 04.67.67.80.40

Attestation sur l'honneur exploitant agricole

Numéro allocataire MSA

Je soussigné,

Déclare sur l'honneur ne pas avoir effectué d'investissement sur les 12 derniers mois :

Déclare sur l'honneur avoir effectué les investissements suivants sur les 12 derniers mois :

Nature

Montant

-
-

Ne souhaite pas répondre et est avisé en ce cas de la possibilité du rejet ou de la radiation de ma demande.

Fait à :

le,

signature :

Attention, dans tous les cas, toute omission ou fausse déclaration peut entraîner la suspension, voire la suppression du RSA, même rétroactivement, avec récupération des sommes indûment perçues et la mise au contentieux juridique.